



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

**LE POINT SUR L'IMPACT DE LA CRISE FINANCIERE
SUR LES ECONOMIES AFRICAINES**

Note de synthèse pour
la réunion du C10 à Dar es-Salaam (Tanzanie)
11 mars 2009

1. Introduction

1.1 Lors de sa réunion de janvier dernier au Cap, le Comité a à juste titre souligné la nécessité de suivre de près l'impact de la crise économique, qui est loin de prendre fin. Les éléments d'appréciation dont on dispose laissent maintenant entrevoir des perspectives économiques qui tournent à la morosité sur le continent, à mesure que les échanges commerciaux se contractent et que des secteurs clés comme les industries extractives, manufacturières et le tourisme sont frappés de plein fouet par l'effondrement des prix des produits de base et la baisse persistante de la demande mondiale.

1.2 Depuis la dernière réunion, les caractéristiques les plus récentes de la crise comprennent notamment :

- Un ralentissement de la baisse tendancielle des prix de produits de base. Par exemple, le baril de pétrole brut s'échangeait à 45 USD à fin février.
- Un repli persistant de la plupart des marchés boursiers africains et la dépréciation continue de la majorité des monnaies.
- L'aggravation de l'inflation et des arrêts d'activités. L'effondrement des prix des produits de base a contraint nombre de sociétés minières internationales à mettre la clé à la porte. Le pire cas à cet égard s'est sans doute produit en République démocratique du Congo, où l'on estime que plus de 350 000 emplois ont été perdus dans la province du Katanga.
- La dégradation des soldes budgétaires et du compte courant de la plupart des pays africains.

1.3 Les gouvernements africains font de leur mieux pour atténuer l'impact de la crise, en particulier ses effets sur les populations démunies. Cependant, depuis la dernière réunion, leur marge de manœuvre n'a fait que s'amenuiser. Les déficits budgétaires se sont creusés et les réserves de change se sont contractées. Les dépenses publiques en infrastructures et besoins de première nécessité sont de plus en plus menacées, avec des conséquences néfastes sur les pauvres. Si nos partenaires au développement se sont engagés à tenir leurs engagements en matière d'aide, et que certains d'entre eux interviennent en Afrique à la fois par des dons d'urgence et pour prévenir une aggravation de l'impact, il est à craindre que les mécanismes traditionnels ne retardent les décaissements, avec ce que cela comporte comme conséquences sur la mise en œuvre des initiatives de sauvetage et de redressement. Il est donc indispensable, non seulement d'accélérer le rythme des processus d'aide au développement, mais aussi d'en accroître la souplesse.

1.4 Cette note fait brièvement le point sur l'impact de la crise sur l'Afrique et sur les perspectives de croissance à moyen terme (section 2). Elle met en relief les principaux enjeux qui méritent une attention particulière pendant que le continent tente de surmonter les difficultés, dans la perspective de la prochaine réunion du

G20 (section 3). La section 4 tire la conclusion sur le rôle de la Banque africaine de développement.

2. Perspectives d'avenir

Perspectives économiques

2.1 Face à l'évolution rapide de la situation, toutes les projections concernant les indicateurs économiques pour l'Afrique ont été révisées depuis la première réunion du C-10. Ainsi, le taux prévisionnel de croissance du continent pour 2009 s'établit maintenant à 2,8 %, en recul par rapport aux 5,7 % et 6,1 % enregistrés en 2008 et 2007 respectivement (Tableau 1 et Figure 1). En 2009, les taux de croissance des pays exportateurs de pétrole devraient se contracter de 4,2 points de pourcentage et ceux des pays non exportateurs de pétrole, de 1,3 point de pourcentage. Les équilibres macroéconomiques se détériorent également. Premièrement, après avoir enregistré un excédent courant global de 3,5 % du PIB en 2008, le continent connaîtra un déficit de 3,8 % en 2009 (Table 2). Deuxièmement, l'Afrique devrait passer d'un excédent budgétaire représentant 2,3 % du PIB en 2008 à un déficit de 5,4 % en 2009. En particulier, les pays exportateurs de pétrole devraient connaître un déficit budgétaire pouvant aller jusqu'à 7,7 % du PIB, alors qu'ils avaient enregistré un excédent de 5,1 % en 2008 (Table 3). On s'attend à ce que la contraction de l'activité économique et des prix du pétrole et des denrées alimentaires favorise le recul de l'inflation en 2009 (Table 4).

2.2 Les réserves de change ont continué à fondre durant la période. Et pour cause : la baisse des activités orientées vers l'exportation (industries extractives, tourisme, textile et industries manufacturières) due à la contraction des prix et de la demande ont entraîné la perte de recettes d'exportation. Aujourd'hui, certains pays ont vu leurs réserves tomber de plusieurs mois d'importations à tout juste quelques semaines.

Vulnérabilité

2.3 Dans les pays à faible revenu et les États fragiles, la capacité de réaction à la crise des gouvernements est gravement contrariée par l'érosion de leur marge de manœuvre budgétaire consécutive à la contraction des recettes. Dans ces pays vulnérables (Table 5), les acquis du développement sont d'ores et déjà menacés par les risques de diminution des dépenses publiques (dans les secteurs sociaux en particulier) et des déséquilibres macroéconomiques intenable. Cette situation est particulièrement aiguë dans les pays qui ont été frappés de plein fouet par la crise alimentaire et la crise pétrolière. Enfin, certains pays risquent de faillir à leurs obligations de paiement au titre de la dette, ce qui compromettrait leur accès aux financements extérieurs.

2.4 Dans les pays mieux lotis, la récession économique pourrait être atténuée par la mise en œuvre de politiques destinées à stimuler la demande. Cependant, il est maintenant reconnu que même dans ces pays, le volant budgétaire serait menacé au cas où la crise s'approfondirait et/ou durerait plus longtemps. Il est par conséquent temps d'envisager sérieusement la mise en place de filets de sécurité sociale assortis de cibles et de mécanismes de financements clairs. Ces dispositifs devraient être conçus de manière à pouvoir les amplifier aisément en temps de crise pour répondre à des besoins en augmentation.

3. Le G20 et les BMD

Coordination

3.1 Une politique de coordination internationale est indispensable. Le G20 peut accompagner les efforts de l'Afrique pour atténuer la crise, de quatre manières. Premièrement, le G20 peut galvaniser les engagements des donateurs pour augmenter l'aide publique au développement destinée à l'Afrique. Deuxièmement, il peut sensibiliser davantage aux effets préjudiciables du protectionnisme commercial et des graves obstacles aux échanges sur l'accès au crédit. En particulier, le G20 devrait encourager ses membres à s'abstenir de toute mesure de nature à induire par mégarde des distorsions dans le financement de prêts et l'investissement dans les pays africains. Troisièmement, le G20 peut plaider pour l'augmentation des ressources de développement allouées à l'Afrique, notamment par le canal de ses banques de développement régionales. Enfin, le G20 peut apporter un appui ferme en faveur de la conclusion du *Cycle de Doha pour le développement* et de l'avancement du programme d'action sur l'*Aide pour le commerce*.

3.2 Quant aux banques multilatérales de développement (BMD), elles peuvent soutenir les gouvernements africains en matière de réformes et de renforcement des capacités en mettant au point des instruments novateurs. Pour qu'elles puissent le faire, il faudra augmenter les ressources mises à leur disposition pour leur permettre de faire face à l'accroissement de la demande émanant des pays membres régionaux.

Régulation, supervision et surveillance financières

3.3 Depuis le début de l'année 2009, les feux de l'actualité sont braqués sur la gouvernance et la régulation des institutions et des marchés financiers. Dans le cadre actuel du système financier, certaines transactions (par exemple les opérations hors bilan) font l'objet d'une surveillance minutieuse de la part des instances de régulation. Ces opérations hors bilan sont une source potentielle de risque systémique et doivent être soumises à une réglementation appropriée. .

Commerce

3.4 L'aide pour le commerce est en passe de devenir extrêmement importante dans la mesure où la médiocrité des infrastructures hypothèque lourdement la capacité de l'Afrique à commercer et rend les échanges africains peu compétitifs sur les marchés mondiaux. D'où la nécessité d'une stratégie à long terme de promotion du commerce visant à remédier aux goulots d'étranglement de l'offre et assurer la connectivité de l'Afrique aux marchés mondiaux. Cette stratégie doit comporter des programmes d'aide à long terme, en particulier des flux d'aide prévisibles qui puissent être pris en compte dans les processus budgétaires.

3.5 Étant donné que les banques des pays développés ont réduit les lignes de crédit aux banques et entreprises africaines, une pénurie aiguë de crédit pour financer le commerce sévit actuellement. Le déficit mondial de crédit commercial est estimé de nos jours à 25 milliards de dollars. Les efforts visant à injecter des liquidités dans les institutions financières des pays développés ne sont pas encore venus à bout de cette pénurie. D'où l'urgente nécessité d'initiatives mondiales et régionales tendant à faciliter l'accès aux financements du commerce.

3.6 Depuis janvier 2009, les gouvernements mettent en oeuvre diverses interventions pour préserver des emplois et des moyens de subsistance, qui pourraient compromettre le commerce mondial. Le protectionnisme larvé, en particulier, menace certains secteurs, tels que l'agriculture, qui est un pilier de nombreuses économies africaines. Cependant, les mesures de protectionnisme flagrantes restent limitées, conformément à la recommandation du Sommet du G20 de novembre 2008. En 2009, les économies développées et en transition se doivent de tenir leurs promesses de libéralisation commerciale. À cet égard, le G20 peut, d'une part, favoriser la restauration de l'accès des pays africains aux financements, et, d'autre part, réduire l'exposition du continent au risque systémique, notamment en rapport avec l'accroissement de l'activité bancaire transfrontalière.

3.7 Les pays africains doivent se doter de stratégies à court et long terme susceptibles de stimuler le commerce et la mobilisation de ressources intérieures et renforcer leur capacité de résistance aux chocs. Sur le front commercial, ils doivent poursuivre des réformes de leurs politiques de commerce intérieur de nature à soutenir la réglementation internationale (simplification, harmonisation et standardisation des normes, procédures et processus), la libération des opportunités commerciales dans le programme d'action régional et le renforcement de leur voix et de leur participation au Cycle de Doha pour le développement.

4. Le rôle de la Banque et la nécessité d'augmenter les ressources

4.1 La Banque africaine de développement est confrontée au défi consistant à répondre à une demande d'assistance croissante émanant de ses PMR depuis la détérioration de l'environnement du crédit consécutive à la crise, laquelle détérioration se caractérise par la rétrogradation de certaines contreparties et l'inscription de certains emprunteurs sur la liste négative de surveillance. Si la capacité financière de la Banque est actuellement solide et peut soutenir le volume de prêts prévu jusqu'en 2012, conformément à sa Stratégie à moyen terme (SMT), elle éprouvera de sérieuses difficultés à satisfaire une demande dépassant les projections de la SMT. C'est pourquoi, il est important de prendre à temps des mesures visant à la doter de moyens supplémentaires dont elle a besoin pour assurer à ses PMR une assistance durable sur le long terme.

4.2 En réaction à la crise, la Banque propose plusieurs initiatives pour apporter des financements aux États membres régionaux. Il s'agit notamment de la *Facilité de liquidité d'urgence* (FLU), de la *Facilité de financement du commerce* (FFC) et des transferts de ressources aux pays FAD. Dotée de 1,5 milliard d'USD, la FLU fournira des concours financiers aux pays BAD remplissant les conditions et aux opérations non souveraines dans les pays membres qui souffrent d'un manque de liquidités dû à la crise financière mondiale. La FFC, d'un montant de 1 milliard d'USD, permettra aux banques commerciales et aux institutions financières de développement (IFD) africaines d'utiliser des ressources de la BAD pour soutenir des opérations de financement du commerce. Le transfert accéléré de ressources aux pays FAD soutiendra les emprunteurs à faible revenu de la Banque éligibles aux financements concessionnels, grâce à une utilisation accélérée de ressources de ce type actuellement disponibles. En outre, l'appui budgétaire et l'appui à la balance des paiements sont nécessaires pour s'attaquer aux contraintes de ressources des pays africains. Bien que ces initiatives soient utiles pour atténuer les chocs négatifs, davantage de ressources et d'instruments seront indispensables pour répondre aux besoins des pays africains. Ces initiatives peuvent en plus compléter des mesures plus structurelles destinées à accroître le pool de ressources de la Banque à travers une augmentation générale du capital.

5. Questions à débattre

5.1 Faudrait-il réviser à la hausse sur le court terme les objectifs budgétaires utilisés dans le cadre des accords de prêt/d'assistance pour permettre aux pays de pourvoir à l'incitation contracyclique de la demande ? Si oui, dans quelle proportion et pour combien de temps ?

5.2 Des pays courent-ils des risques d'insolvabilité sur leur dette extérieure, dus à la baisse de leurs recettes d'exportation et de leurs réserves de change ?

5.3 Quelles mesures peut-on prendre pour aider les pays confrontés à cette situation à atteindre la stabilité budgétaire à court terme et, dans le même temps, préserver leur crédibilité sur les marchés internationaux ?

5.4 Quels sont les besoins des différents pays en matière de financements extérieurs dans le contexte de la réaction à la crise ? La connaissance de ces besoins est importante pour permettre aux donateurs à la fois de planifier leurs budgets d'aide et de plaider en faveur de l'augmentation des ressources destinées aux banques de développement régionales et à d'autres initiatives mondiales d'aide au développement.

Annexes

Annexe 1 : Tableaux

Tableau 1 : Croissance du PIB réel de l’Afrique (%)	8
Tableau 2 : Compte courant extérieur de l’Afrique, y compris les dons (% du PIB).....	8
Tableau 3 : Solde budgétaire global de l’Afrique, y compris les dons (% du PIB).....	9
Tableau 4 : Indice des prix à la consommation (inflation en %)	9
Tableau 5 : Exposition à la crise économique – Vulnérabilité	10

Annexe 2 : Figures

Figure 1 : Afrique : Croissance du PIB réel.....	11
Figure 2 : Afrique : Solde budgétaire en % du PIB	11

Annexe 1 : Tableaux

Table 1 : Croissance du PIB réel de l'Afrique (%)

	2000-04	2005	2006	2007	2008(e)	2009(p)	2010(p)
Centre	5,7	5,3	3,4	4,0	5,0	2,8	3,6
Est	4,9	7,1	7,6	8,8	7,3	5,5	5,7
Nord	4,1	4,9	5,6	5,3	5,8	3,3	4,1
Sud	4,1	6,3	6,8	7,0	5,2	0,2	4,6
Ouest	7,1	5,7	5,1	5,4	5,4	4,2	4,6
Afrique	4,8	5,7	6,0	6,1	5,7	2,8	4,5
<i>Pour mémoire</i>							
<i>Afrique du Nord (y compris le Soudan)</i>	4,2	5,0	6,1	5,7	6,0	3,5	4,2
<i>Afrique subsaharienne</i>	5,2	6,2	5,9	6,4	5,5	2,4	4,7
<i>Pays exportateurs de pétrole</i>	5,4	6,3	6,1	6,8	6,6	2,4	4,5
<i>Pays importateurs de pétrole</i>	4,1	5,0	5,8	5,4	4,6	3,3	4,5

Source : *Perspectives économiques en Afrique 2009 (estimations préliminaires)*, BAD, 2009

Note : (e) : estimation et (p) : projection.

Tableau 2 : Compte courant extérieur de l'Afrique, y compris les dons (% du PIB)

	2000-04	2005	2006	2007	2008(e)	2009(p)	2010(p)
Centre	-4,1	-0,8	1,9	-0,5	11,2	-4,6	-2,4
Est	-5,5	-6,7	-9,3	-9,3	-6,2	-7,5	-8,1
Nord	5,6	12,6	15,2	12,9	12,0	2,9	2,8
Sud	-1,1	-1,8	-1,1	-3,3	-2,0	-6,8	-7,4
Ouest	-2,4	2,6	4,4	-0,2	0,4	-8,3	-6,8
Afrique	0,6	3,5	4,8	2,4	3,5	-3,8	-3,6
<i>Pour mémoire</i>							
<i>Afrique du Nord (y compris le Soudan)</i>	4,5	10,6	12,4	10,3	10,5	1,3	0,9
<i>Afrique subsaharienne</i>	-2,0	-0,7	0,4	-2,3	-0,4	-6,8	-6,4
<i>Pays exportateurs de pétrole</i>	3,0	10,6	13,1	8,9	9,8	-3,9	-2,9
<i>Pays importateurs de pétrole</i>	-1,6	-3,4	-4,0	-4,9	-5,3	-3,5	-4,7

Source : *Perspectives économiques en Afrique 2009 (estimations préliminaires)*, BAD, 2009

Note : (e) : estimation et (p) : projection.

Tableau 3 : Solde budgétaire global de l'Afrique, y compris les dons (% du PIB)

	2000-04	2005	2006	2007	2008(e)	2009(p)	2010(p)
Centre	2,0	6,9	17,5	7,4	13,3	4,0	4,8
Est	-2,2	-2,0	-3,9	-3,6	-2,3	-4,8	-5,2
Nord	-1,1	4,5	6,4	3,5	2,9	-6,1	-5,8
Sud	-2,5	0,4	3,2	2,3	1,9	-4,6	-3,6
Ouest	-0,5	5,2	6,4	-0,4	-0,2	-8,8	-9,4
Afrique	-1,4	2,8	5,0	1,9	2,3	-5,4	-5,1
<i>Pour mémoire</i>							
<i>Afrique du Nord (y compris le Soudan)</i>	-1,0	3,9	5,5	2,7	2,7	-6,6	-6,3
<i>Afrique subsaharienne</i>	-1,7	2,1	4,7	1,4	1,8	-4,9	-4,7
<i>Pays exportateurs de pétrole</i>	0,3	7,3	8,6	4,0	5,1	-7,7	-7,4
<i>Pays importateurs de pétrole</i>	-2,9	-1,7	1,1	-0,5	-2,0	-2,8	-2,5

Source : Perspectives économiques en Afrique 2009 (*estimations préliminaires*), BAD, 2009

Note : (e) : estimation et (p) : projection.

Tableau 4 : Indices des prix à la consommation de l'Afrique (inflation en %)

	2000-04	2005	2006	2007	2008(e)	2009(p)	2010(p)
Centre	15,8	5,4	6,3	2,9	8,8	7,2	6,5
Est	5,9	7,3	12,0	10,1	17,8	10,2	8,0
Nord	2,6	4,7	3,6	6,8	8,1	7,6	5,2
Sud	13,8	6,6	7,4	9,8	13,2	9,0	7,9
Ouest	10,3	14,0	7,4	5,4	10,6	8,6	8,2
Afrique	7,9	7,1	6,4	7,5	11,1	8,5	6,9
<i>Pour mémoire</i>							
<i>Afrique du Nord (y compris le Soudan)</i>	2,9	4,8	4,5	7,0	8,6	7,7	5,4
<i>Afrique subsaharienne</i>	11,6	8,8	7,7	7,9	12,9	9,0	7,9
<i>Pays exportateurs de pétrole</i>	9,8	8,5	5,9	7,2	10,0	9,1	7,1
<i>Pays importateurs de pétrole</i>	6,0	5,6	7,0	8,0	12,3	7,7	6,6

Source : Perspectives économiques en Afrique 2009 (*estimations préliminaires*), BAD, 2009

Note : (e) : estimation et (p) : projection.

Tableau 5 : Exposition à la crise économique – Vulnérabilité

Degré de vulnérabilité	Pays
Très élevé : pauvreté élevée et équilibres macroéconomiques/volant budgétaire faibles	Burundi, Érythrée, Madagascar, Mozambique, Niger, Sénégal, Soudan, Togo
Élevé : pauvreté élevée et équilibres macroéconomiques/volant budgétaire modérément faibles	Angola, Côte d'Ivoire, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Nigeria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Zambie
Moyen : équilibres modérément faibles et niveau de pauvreté faible ou modérée	Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Djibouti, Éthiopie, Ghana, Guinée-Bissau, Maurice, Mauritanie, Seychelles, Tanzanie, Tchad, Zimbabwe
Faible : Pauvreté faible, équilibres macroéconomiques positifs	Cameroun, Guinée équatoriale, Maroc, Ouganda, Swaziland, Tunisie
Très faible : équilibres macroéconomiques solides	Algérie, Botswana, Gabon, Libye, Namibie

Source : Calculs fondés sur la base de données socioéconomique de la BAD.

Note : La vulnérabilité évaluée à partir des éléments suivants :

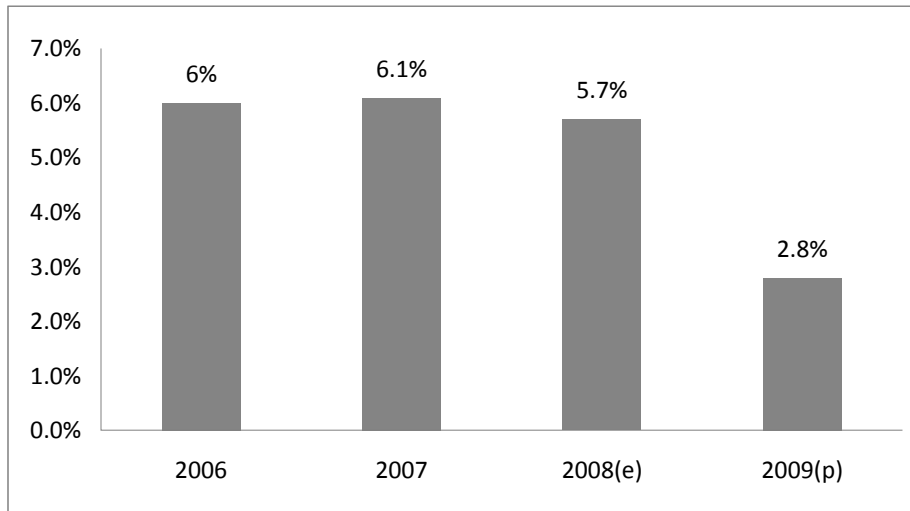
- (1) équilibres macroéconomiques et Volant budgétaire (déficit/excédent du compte courant et déficit/excédent budgétaire), et
- (2) niveaux de pauvreté à 1USD/jour.

Points limites :

- Solde du compte courant : $x < -7,7\%$, $-7,7\% < x < -4\%$, $-4\% < x < -2\%$, $-2\% < x < 0\%$, $x > 0\%$;
- Solde budgétaire : $x < -3\%$, $-3\% < x < -2\%$, $-2\% < x < 0\%$, $x > 0\%$;
- Pauvreté : $x > 50\%$; $20\% < x < 50\%$; $x < 20\%$

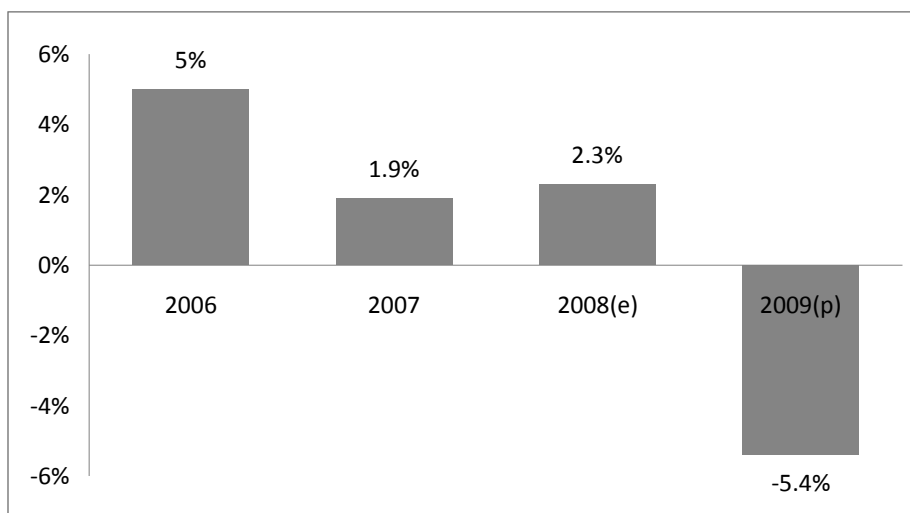
Annexe 2 : Figures

Figure 1: Afrique : Croissance du PIB réel



Source : *Perspectives économiques en Afrique 2009 (estimations préliminaires)*, BAD, 2009
e : estimation et p : projection

Figure 2 : Afrique : Solde budgétaire en % du PIB



Source : *Perspectives économiques en Afrique 2009 (estimations préliminaires)*, BAD, 2009
e : estimation et p : projection